

**BULLETIN COMMUNISTE  
INTERNATIONAL**

**Organe de la Fraction de la Gauche communiste internationale**

**n° 5**

**25/ 06/ 2 0 1 1**

**Pour nous contacter :**

adresse e-mail : **inter1925@yahoo.fr** ;

Consultez notre site :

<http://fractioncommuniste.org>

# Sommaire

Face au péril prolétarien grandissant, la bourgeoisie oppose le poison démocratique.....3

## **Les confrontations de classe**

### **Prise de position de la Tendance communiste internationaliste sur le mouvement des « indignés » espagnols**

Présentation de notre fraction..... 4

*La vraie colère de classe manque encore au mouvement des "indignés".....4*

Document de la *Commissione Lavoro* de Rome ..... 6

La « grève de masse », un fait ou un processus (FGCI) ..... 8

## **Situation internationale**

Catastrophe au Japon

Le capitalisme nous détruit, il faut le détruire !..... 10

Lybie 2011 = Italie du Nord et Varsovie 1944..... 10

## **Camp prolétarien**

Correspondance avec l'*Istituto Onorato Damen*

à propos de leur démission et sortie de la TCI..... 12

## **Texte du mouvement ouvrier**

A. Bordiga : *Prendre l'usine ou prendre le pouvoir* (1920)..... 15

Lénine : *A la mémoire de la Commune* (1911)..... 16

## Face au péril prolétarien grandissant, la bourgeoisie oppose le poison démocratique

Il est maintenant évident pour tous, ouvriers, prolétaires, comme bourgeois et gouvernements capitalistes, que le prolétariat international se lève et s'insurge en masse contre les conséquences **de classe** de la crise économique du capitalisme. Des luttes de l'automne dernier dans les principaux pays d'Europe occidentale – pour ne citer que celles-ci -, aux mouvements prolétariens dans les pays arabes, jusqu'aux luttes des « indignés » espagnols et au rejet massif et persistant des mesures d'austérité en Grèce, la classe ouvrière internationale refuse de payer la crise et d'accepter sans lutter la misère dramatique que le capitalisme essaie d'imposer partout.

Face à cette situation, la bourgeoisie, au niveau international, mène une offensive anti-prolétarienne d'envergure en donnant un grand coup d'accélérateur à sa campagne de mystification "démocratique" ; aujourd'hui elle l'exerce en permanence et de façon plus concentrée qu'elle le faisait ces dernières années, en la déclinant de toutes les manières possibles et à différents niveaux correspondant à l'intensité et aux conditions immédiates de la lutte des classes. En particulier, les campagnes actuelles s'appuyant essentiellement sur le mensonge et la déformation de la réalité, cherchent à faire croire que :

- la "révolution démocratique" est le seul combat à mener (Tunisie, Egypte, pays arabes...);
- les luttes actuelles dans les pays "démocratiques" sont en fait des luttes pour "plus de démocratie", que ce soit au niveau de leur forme comme de leur objectif et contenu (l'organisation « Democracia real ya ! » dans le mouvement des « Indignés » espagnols cherche, à l'évidence, à se mettre à la tête du combat du prolétariat pour le détourner vers le terrain bourgeois de la "démocratie réelle" - sic !).

Toutes les fractions de la bourgeoisie, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, sont engagées chacune à son niveau - et se partagent les tâches dans cette offensive politique contre la classe ouvrière. Les fractions de gauche et d'extrême-gauche (staliniens, gauchistes, anarchistes...) ont, elles, pour rôle spécifique d'empoisonner la classe ouvrière au sein même de ses luttes en essayant de faire de celles-ci des impasses et des pièges mortels.

Aujourd'hui, la classe ouvrière riposte clairement et de plus en plus contre les attaques. Elle se pose de plus en plus la question de la remise en cause du capitalisme et de la classe qui en bénéficie. Voilà pourquoi la bourgeoisie s'évertue à persuader les ouvriers de diriger leur colère et leur combativité vers des « réformes démocratiques », voire des « révolutions démocratiques ».

La démocratie aujourd'hui, tant que le capitalisme existe, tant que les classes sociales existent, c'est la dictature de la bourgeoisie, c'est la forme la plus efficace de son pouvoir de classe. Se battre pour cela, c'est se battre pour maintenir le capitalisme, c'est se battre au profit de l'ennemi. Les ouvriers doivent au contraire reprendre le slogan d'une banderole aperçue lors de la manifestation du 15 juin en Grèce<sup>1</sup> : *you got the disease, we got the solution : REVOLUTION [Vous avez la maladie, nous avons le remède : LA REVOLUTION]*.

Les organisations d'avant-garde de la classe ouvrière, notamment celles de la Gauche communiste, ont la lourde responsabilité d'alerter leur classe, de la prévenir du danger et de la détourner de ce piège de la quête illusoire d'une démocratie « réelle », « pure », dans le capitalisme. Cette illusion est mortelle et elle est sciemment mise en avant par la classe dominante. Ces organisations de l'avant-garde politique se doivent, aujourd'hui plus que jamais, de pousser le combat du prolétariat vers le seul but qui lui donne son sens : la destruction du capitalisme et la construction d'une société sans exploitation et sans classe.

La FGCI, le 19 juin 2011.

*"... tous ces cris en faveur de la démocratie ne servent en réalité qu'à défendre la bourgeoisie et ses privilèges de classe exploiteuse.*

*(...) Les marxistes ont toujours répété que plus la démocratie était développée, plus elle était "pure", plus aussi devait être vive, acharnée la lutte des classes, et plus apparaissait "purement" le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie." (Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat – 1er congrès de l'IC – 4/3/1919)*

1. Il convient de relever que le refus obstiné et croissant du prolétariat en Grèce d'accepter de subir les brutales et dramatiques mesures d'austérité mises en place par le gouvernement socialiste de Papandreou, a contraint ce dernier à un remaniement ministériel dans une relative urgence, le jour même de la manifestation du 15 juin. En particulier, significatif se trouve être le remplacement du ministre de l'économie. Les louanges internationales sur la gestion économique du remplacé étaient unanimes. Le remplaçant par contre aurait plus de qualités « politiques ». Outre la nécessité pour la bourgeoisie grecque de bénéficier d'une équipe gouvernementale plus soudée et d'un soutien plus large au sein de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie, alors même que des dissensions se faisaient jour en son sein, cet épisode révèle que le véritable affolement qui a saisi la bourgeoisie internationale, gouvernements, politiques, médias, milieux financiers, etc., n'était pas tant dû à un risque financier – l'insolvabilité de la Grèce et le non-remboursement de sa dette -, donc d'ordre économique en soi, mais bel et bien à un risque politique : la difficulté, voire l'impossibilité, de faire accepter au prolétariat l'austérité et la perspective d'une aggravation de la confrontation des classes.

## La vraie colère de classe manque encore au mouvement des "indignés"

Nous reproduisons ci-après la prise de position des camarades de la Tendance communiste internationaliste (TCI) sur les manifestations qui occupent les places des grandes villes espagnoles, en particulier La Puerta del Sol à Madrid. Nous appuyons complètement cette prise de position que nous reprenons à notre compte. Inutile donc de fournir une autre prise de position pour défendre les mêmes orientations politiques. Que, dans la période d'aujourd'hui et surtout celle qui vient, faite d'inévitables confrontations de classes de plus en plus massives, les communistes puissent s'exprimer et intervenir d'une même voix ne peut que favoriser le développement du combat historique du prolétariat et la clarification parmi les prolétaires de l'alternative historique guerre impérialiste ou révolution communiste.

En particulier, nous appuyons la défense du caractère de classe de ce mouvement, et donc sa dimension **politique**, posant clairement la question de la destruction du capitalisme et de la nécessité de la révolution prolétarienne, ainsi que les moyens pour atteindre ces buts. De plus, en soulignant le caractère de classe du mouvement, la TCI met en garde les jeunes, et moins jeunes, prolétaires qui manifestent contre la dissolution du caractère prolétarien du mouvement dans des catégories telles le "peuple"; les "citoyens", les "jeunes". Ce n'est qu'en s'ancrant avec détermination comme une lutte de la classe ouvrière, que ce mouvement pourra se développer, et en se développant défendre, voire faire avancer, ses revendications face à l'Etat bourgeois, et qu'il pourra dégager une réelle perspective révolutionnaire. Et certainement pas en se laissant enfermer sur le terrain et les mots d'ordre démocratiques divers et variés, tels que l'organisation ¡ Democracia real, ya ! en avance, relayant en cela l'intense battage idéologique, mené par la classe dominante, au profit de la démocratie bourgeoise au sein des mouvements de classe en Tunisie et en Egypte.

En outre, contre les tentatives de présenter les nouvelles "technologies", internet, les "réseaux sociaux", etc., comme la panacée et le moteur du mouvement, le texte de la TCI défend au contraire l'expérience historique de la classe ouvrière, ses méthodes de lutte et ses buts historiques : "frapper au coeur même du système productif" ; la solidarité entre prolétaires au travail et ceux sans-emploi ; "étendre et radicaliser le conflit social sur des lignes de classe" ; "révolutionner l'ensemble de la société (...) et en construire une nouvelle" ; "construire une avant-garde révolutionnaire". Ces orientations s'opposent et sont contraires aux illusions démocratiques et aux célébrations dithyrambiques, sans critique aucune, des assemblées générales et des rassemblements espagnols sur les places, à leur fétichisme ; elles sont opposées et contraires au mythe et au piège de l'auto-organisation comme unique moyen et finalité.

Voilà les orientations de base qui permettront de déjouer les pièges des forces bourgeoises et de ne pas être conduits dans des impasses, en particulier dans le piège de la "démocratie maintenant". Voilà les orientations de classe qui, seules, peuvent permettre à ce mouvement de se développer et d'affirmer la défense des intérêts immédiats, matériels, des prolétaires, au travail comme sans emploi. Et surtout, voilà les orientations qui seules peuvent permettre d'entraîner sur ce terrain de classe, sur le terrain de la seule perspective révolutionnaire possible, non seulement l'ensemble des prolétaires mais aussi derrière eux la plus grande partie de la population.

Enfin, dernier mérite de la prise de position des camarades de la TCI, elle répond aussi aux attentes des prolétaires des autres pays européens, des pays arabes, et des autres continents qui ont les yeux tournés vers leurs frères de classe en Espagne.

En ce sens, la Tendance communiste internationaliste assume véritablement les tâches de l'avant-garde politique du prolétariat, les tâches de **direction politique**, ou si l'on préfère d'**orientation politique**. A chaque fois qu'elle le fait, elle peut être assurée de tout notre soutien et de notre participation à ses côtés.

30 mai 2011

la Fraction de la Gauche communiste internationale.

## La vraie colère de classe manque encore au mouvement des "indignés"

Le mouvement des jeunes espagnols, les "indignados"<sup>1</sup>, a surgi soudainement, mais sans que cela soit surprenant, du calme plat apparent qui marquait la société européenne. Depuis le jour où il est apparu sur la scène (le 15 mai, d'où il a tiré son nom de "15-M"), ses rangs ont rapidement gonflé attirant des milliers et des milliers de gens dans les rues et allant même au-delà des frontières nationales<sup>2</sup>. Malgré la

1. Les "indignés".

2. Le 21 mai à minuit, 25 000 personnes étaient rassemblées sur la place de la Puerta del Sol à Madrid. Les jeunes, qui constituaient la majorité de la manifestation, ont brisé l'interdiction de manifester décrétée à la veille des élections imminentes. Au même moment, 10 000 personnes manifestaient sur la Place de Catalogne à Barcelone et des milliers d'autres en faisaient de même dans les rues de toutes les principales villes d'Espagne.

présence importante et lourde, en son sein, des forces politiques de la gauche institutionnelle, globalement la mobilisation a été spontanée et s'est faite par le bouche à oreille et par l'intermédiaire des réseaux sociaux plutôt que par des mots d'ordre de parti.

Selon le manifeste du mouvement "¡ Democracia real, ya !", principal animateur de ces événements, les jeunes gens dans les rues revendiqueraient "plus de démocratie et l'égalité sociale"<sup>3</sup>. Pour beaucoup, il y a une évidente similarité entre

3. En bref, il y a nombreuses propositions pour plus de **réformes démocratiques** : l'abolition de plusieurs lois qui sont estimées injustes ; en plus de la loi électorale, la nécessité d'un référendum pour les lois les plus importantes, l'abolition de la monarchie, la séparation complète entre l'Etat et l'Eglise, la suppression des fonds publics destinés aux institutions religieuses, la séparation et la non interférence entre le politique et le judiciaire ; des mesures contre la

le 15-M espagnol et les "grillini" italiens<sup>1</sup>. C'est même évident pour son chef Beppe. Il ne fut pas long à arriver à Barcelone en soulignant la similitude des slogans - contre les oligarchies de parti, pour l'exclusion de ceux accusés de corruption des listes électorales et pour une démocratie participative - d'avec les siens. A ce niveau, on peut aussi noter que le principal bénéficiaire du mouvement peut être *Izquierda Unida*<sup>2</sup> qui est sévèrement défavorisé par le système électoral actuel.

Mais il est fort douteux qu'une telle description du mouvement explique tout. Si, parmi les nombreuses banderoles de la Puerta del Sol, il y en avait une grande noire qui proclamait "La crise, c'est le capitalisme", on ne retrouve, la concernant, aucune référence ou commentaire sur le net. Et peu nombreux sont ceux qui savent ce qui a poussé autant de jeunes gens à s'emparer de la rue (ou plutôt des places) à travers tout le pays. En regardant les chiffres les plus récents, on s'aperçoit qu'en Espagne le nombre de sans-emploi a augmenté de 34 406 en mars par rapport à février, atteignant 4,3 millions (selon les chiffres trafiqués du ministre du travail). Dans le seul secteur des services, près de 15 000 emplois ont été perdus en un mois et, en février, le taux de chômage en Espagne était déjà de 20,5%, soit le plus haut de l'Union européenne. Concernant les jeunes, le chômage affecte 44,6% des moins de 25 ans. Le gouvernement espagnol espère maintenir la dette de l'État sous les 74,3% prévus en 2012 à la condition, évidemment, qu'il soit capable de réduire de manière drastique les dépenses et le déficit budgétaire qui est actuellement de 11,4%. Tout vainqueur aux prochaines élections locales va notamment devoir gérer la situation avec des finances déjà largement dans le rouge. Les

---

*corruption et l'excès de pouvoir de la "caste" dominante qui inclut l'ouverture des listes électorales, l'exclusion de tous ceux qui sont accusés de corruption et qui ont des charges publiques, la réforme du financement des partis politiques, la suppression des privilèges de la "classe politique" concernant les années de cotisation de retraite, la décentralisation administrative avec plus de pouvoir pour les régions, les provinces et les municipalités au niveau de la gestion des budgets, une plus grande démocratie directe au moyen des réseaux du web et des télécommunications. L'autre schéma directeur est la lutte contre les inégalités sociales : la réforme fiscale en faveur des bas revenus, la taxation des revenus financiers, la nationalisation des banques qui sont renflouées par des fonds étatiques, des limites sur la précarité, un salaire minimum. Enfin, il y a des revendications écologiques et pacifistes : la fermeture immédiate de toutes les centrales nucléaires et le soutien aux énergies alternatives, le développement des transports publics et la diminution de l'utilisation de la voiture privée, le développement des pistes cyclables et la gratuité des transports pour les chômeurs, et réduction des dépenses militaires pour l'intervention dans tout scénario de guerre.*

1. Beppe Grillo est un artiste italien alternatif qui, sur l'idée que l'établissement politique italien était déjà au-delà de la blague, a créé son propre mouvement politique connu sous le nom de Cinque stelle ("Cinq étoiles"). Il est le patron auquel il est fait référence dans la phrase suivante.

2. La *Gauche unie* (*Izquierda unida*) est une coalition politique constituée en 1986 lorsque plusieurs organisations s'opposèrent à ce que l'Espagne rejoigne l'OTAN. Elle réunissait plusieurs organisations gauchistes, de verts, de socialistes de gauche et de républicains, mais elle était sous la coupe du Parti communiste espagnol (PCE). Elle a fini par dépasser ce dernier dans les sondages et y grimpa jusqu'à 9%. Elle a, depuis lors, décliné.

municipalités et les régions comptent pour près de la moitié dans les dépenses publiques. En tout, il y a 5200 institutions locales et régionales dont la dette globale atteint près de 26 milliards d'euros auxquels il faut ajouter les 4 milliards avancés aux compagnies pharmaceutiques qui approvisionnent les hôpitaux publics.

Le mouvement est en fait beaucoup plus divers que ce que l'on nous en dit. Il se définit par un profond malaise social qui trouve ses racines dans les caractéristiques particulières du système productif espagnol et plus largement dans la crise rampante du capitalisme global qui frappe très violemment l'économie espagnole. Le véritable mal qui empire se situe dans le capitalisme lui-même, comme l'ont si justement écrit les jeunes espagnols à Madrid. Ce mal en développement, qui touche surtout l'écrasante majorité prolétarienne de la population, ne peut certainement pas être jugulé par l'injection d'illusions démocratiques et égalitaires. Les aspirations sociales les plus profondes que les jeunes gens essaient de porter dans les rues sont fondamentalement légitimes et nous devons les appuyer en participant activement aux manifestations et en encourageant leur développement. Cependant, les communistes doivent dire clairement que l'espoir d'égalité sociale et de participation réelle à la "démocratie" ne peut aboutir "maintenant !" ("¡ Ya !") **sans renversement radical et complet du système social actuel**. Il est clair que les riches banquiers et les capitaines d'industries ne seront jamais vraiment au même niveau que l'ouvrier ou le jeune chômeur tant qu'ils auront la mainmise sur les moyens de production ; quant au jeune chômeur, il ne peut au mieux qu'espérer trouver un travail où il sera exploité selon les conditions du "marché".

En tout cas, nous, prolétaires, n'avons que faire du sort du système qui se nourrit de notre exploitation. Nous avons même la volonté de répandre de l'acide sur les racines de ce mal croissant, nous voulons le frapper en plein cœur, celui de son système productif, en nous basant, partout, sur la solidarité entre les ouvriers qui sont en activité et ceux trop nombreux qui ont perdu leur travail ou n'en ont jamais trouvé. En Espagne et ailleurs, le but doit être d'étendre et de radicaliser ce conflit social sur le terrain de classe, de révolutionner de bas en haut l'ensemble de la société et d'en édifier une nouvelle qui réponde aux besoins des hommes et non à ceux du profit. En Espagne comme ailleurs, la perspective est à la construction d'une avant-garde révolutionnaire dont la tâche est d'unifier et fournir une direction politique à ce profond malaise social. Sinon la *Puerta del Sol* n'aura été qu'un exutoire pour l'indignation "populaire" ; et cela sans qu'une perspective de classe ait pu être mise en avant, sans qu'en ressorte une prise de conscience plus large et plus profonde des intérêts de classes contradictoires qui sont en présence, sans qu'apparaisse la perspective globale et finale qui peut supprimer définitivement ce système de production qui est la cause profonde de l'instabilité sociale actuelle.

*Battaglia Comunista* #6, 2011  
Tendance communiste internationaliste.  
[traduit par la FGCI, 29 mai 2011]

## Indignés - Document de la "Commission ouvrière" à Rome

*Nous reproduisons ci-après un document rédigé par la « Commissione de Lavoro » de Rome en Italie que les camarades de la TCI ont publié dans leur presse internationale. Il nous apparaît que les propositions avancées par cette commission ouvrière représentent justement les orientations à suivre si les mouvements actuels du type des « indignés » veulent pouvoir se développer et présenter une véritable perspective de combat et d'affrontement victorieux à la bourgeoisie. En particulier, les méthodes, formes, mots d'ordre et revendications avancées ici s'opposent catégoriquement et d'un point de vue de classe avec les orientations et mots d'ordre avancés par tous les regroupements et organisations soi-disant spontanés, en particulier ceux et celles utilisant les réseaux internet et sur lesquels les médias bourgeois font tant de publicité en vantant leur vertu démocratique et... bourgeoise.*

*Nous appuyons donc les efforts de cette « commission ouvrière » et ce document. Il est la réalisation concrète des orientations classistes que les camarades de la TCI ont mises en avant dans le précédent texte : La vraie colère de classe manque aux "indignés".*

*La FGCI, 22 juin 2011.*

### Document de la "Commission ouvrière" à Rome

Comme "Commission ouvrière" du mouvement romain de la "Révolution italienne...", nous établissons que la crise est le moteur du mouvement des *indignés* d'Espagne et des autres pays européens. Cela s'exprime dans les attaques aux conditions de vie et de travail portées par des gouvernements de toutes couleurs, de Berlusconi à Zapatero, contre la classe ouvrière. De ce fait, nous pensons que la question du travail doit être placée au centre du débat dans le mouvement tant au niveau des analyses que de l'action. Nous pensons en effet que, sans l'élargissement du mouvement à tous les exploités qui paient le prix de la crise du système de production capitaliste, le mouvement ne pourra avoir aucun impact réel sur la société.

#### Sur comment voulons-nous travailler

La Commission a pour but de mener à bien le travail suivant :

1. Organiser la collecte de données concernant les conflits les plus importants en cours sur les lieux de travail, concernant les licenciements, le nombre de prolétaires au chômage et les précaires.
2. D'analyser les conditions d'exploitation dans tous ces secteurs ainsi que l'aggravation des conditions de vie.
3. Développer des formes d'agitation qui peuvent étendre notre mouvement d'assemblées à tous les secteurs, comme l'a fait l'assemblée de la Puerta del Sol.

Dans nos discussions précédentes, nous avons considéré que les causes de l'exploitation se rapportaient au conflit fondamental entre le capital et le travail et au fait que le mode de production capitaliste est, à ce jour, en crise, obsolète et dépassé, qu'il n'est plus en état d'offrir quoi que ce soit de progressif aux nouvelles générations. En outre, nous pensons que les crises sont un fait inévitable dans le capitalisme et que, pour en sortir, il est nécessaire de dépasser le capitalisme.

#### Le rassemblement des données

Nous voulons recueillir des informations sur les luttes en cours, sur les lois qui rendent de jour en jour nos conditions de vie toujours plus précaires, exténuantes, une forme de chantage permanent, sur les données chiffrées qui permettent de savoir combien il y a d'ouvriers avec leur famille aujourd'hui en Italie et comment ils vivent.

#### Les conditions d'exploitation

Nous voulons aussi recueillir des témoignages et récits qui éclairent les conditions réelles d'exploitation vécues au quotidien par les prolétaires, surtout les jeunes, en commençant par ceux qui lisent ce texte.

#### Formes d'agitation pour étendre le mouvement des assemblées au monde du travail

Nous pensons qu'il est nécessaire d'étendre nos assemblées aux travailleurs, aux précaires, aux chômeurs et à tous ces secteurs qui paient pour la crise du capitalisme. Pour ce faire, nous devons partir de la dénonciation des conditions réelles d'exploitation supportées sur les lieux de travail.

Nous avons cherché à renverser la logique avec laquelle on aborde la «question du travail» de la part des syndicats, des partis et des politiciens divers. Trop souvent, nous avons vu des mouvements de lutte s'engager à partir de leurs propositions politiques (sur lesquelles ils sont souvent divisés), allant du revenu citoyen au salaire européen, des travaux socialement utiles au travailler moins, du travail pour tous, etc. La politique proposée a toujours été mise en avant vis-à-vis des ouvriers sans tenir compte de leurs conditions, presque comme si l'ouvrier n'était utile que comme appui à tel ou telle proposition. Nous ne voulons pas discuter de la validité de telle ou telle solution qui permettrait de résoudre les problèmes de ce système (nous n'en sortirions pas !). Nous voulons au contraire combattre l'exploitation et la division des ouvriers pour les inviter à s'unir et à lutter.

**Agitation.** Nous voulons mettre au cœur de notre intervention l'ouvrière et l'ouvrier, les invitant à se soulever contre les conditions de misère et d'exploitation qu'ils vivent au quotidien. Pour cela, les mots d'ordre d'agitation que nous utilisons sont simples et immédiats:

- non aux salaires de famine;
- non à l'absence de sécurité, aux accidents et aux morts sur les lieux de travail;
- non aux cadences et aux charges de travail exténuantes;
- non au travail précaire, flexible, où le travailleur est utilisable et jetable à souhait;

- non aux licenciements et au chômage;
- non à la vie chère;
- oui à la lutte collective pour défendre nos conditions de vie;
- oui aux vraies luttes pour avoir de meilleures conditions de vie et de travail.

**Sur les lieux de travail et dans les quartiers.** Nous brandissons les mots d'ordre de la lutte sur nos lieux de travail et dans nos quartiers ! Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons étendre la lutte au plus grand nombre de secteurs de la société, du public au privé, des industries aux secteurs commerciaux, etc.

**Méthodes de lutte.** Concernant les formes de lutte, il y a peu à inventer. Ce sont nécessairement les grèves ouvertes, les piquets de grève, la solidarité et le soutien actif aux divers conflits, jusqu'à l'occupation des entreprises menacées de fermeture et aux blocages des routes. C'est l'histoire de la lutte ouvrière qu'il faut se réapproprier. En général, nous soutenons toutes les formes de mobilisation qui visent à bloquer la production et le flux des marchandises, donc les sources du profit. Nous pensons finalement que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui savent quelles sont les formes de lutte les plus efficaces dans chaque situation particulière. C'est dans ce sens que nous devons les encourager, les appuyer, afin que prévale la défense de leurs intérêts réels et non l'intérêt de tel ou tel regroupement syndical ou politique.

**Formes d'organisation.** Nous pensons que l'unique forme d'organisation qui puisse permettre aux travailleurs de relever la tête et de stimuler leur capacité au combat est ce type d'assemblées. Assemblées de base qui:

- dépassent les divisions et les différences de race, de sexe, de catégorie, de niveau et de fonction, entre les travailleurs;
- unissent les ouvriers au travail et les chômeurs;
- dépassent la tendance à déléguer la défense de nos intérêts aux syndicalistes et aux politiciens;
- prennent les décisions; c'est-à-dire qu'elles décident des formes, des modalités et des dates des mobilisations. Elles décident si elles acceptent ou non les propositions des autres.

Selon nous, il s'agit de nous défendre contre les violentes attaques que les patrons déclenchent, de sortir de l'isolement, de transformer les luttes particulières en une seule et grande lutte collective; il s'agit de sortir de l'apathie pour commencer à reprendre nos vies en mains.

Ce n'est qu'en faisant de notre malaise et de notre mal-être individuel un problème social que nous obligerons le système à mettre en avant des solutions qui lui soient compatibles (mais c'est à nous de les accepter ou de les refuser) ou, plus probablement, à déclarer qu'il ne peut pas le faire, démontrant ainsi sa propre faillite.

Ce texte est une contribution — qui est en constante actualisation — pour l'assemblée centrale. La "Commission ouvrière" est ouverte à tout ceux qui veulent y participer. Nous invitons tout le monde à participer aux discussions en s'inscrivant sur la mailing list: [commlavoro\\_italianrevolution@googlegroups.com](mailto:commlavoro_italianrevolution@googlegroups.com)

E-mail de la commission ouvrière: [commissione.lavoro@email.it](mailto:commissione.lavoro@email.it)

*"Parler de liberté et d'égalité tant que les classes ne seront pas abolies, c'est se duper soi-même ou duper les ouvriers, ainsi que tous les travailleurs et tous ceux qu'exploite le capital ; c'est, en définitive, défendre les intérêts de la bourgeoisie. Tant que les classes ne sont pas abolies, à chaque discussion sur la liberté et l'égalité, il faudrait tout au moins se poser les questions : la liberté, mais pour quelle classe, et pour en faire quel usage ? L'égalité, de quelle classe et avec quelle classe. Et, sous quel rapport exactement ? Éviter directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment ces questions, c'est fatalement défendre les intérêts de la bourgeoisie, les intérêts du capital, les intérêts des exploités. Le mot d'ordre de liberté et d'égalité, lorsqu'on garde le silence sur ces questions, sur la propriété individuelle des moyens de production, est un mensonge et une hypocrisie de la société bourgeoise qui, par une reconnaissance purement extérieure de la liberté et de l'égalité, masque en fait la servitude et l'inégalité économiques des ouvriers, de tous les travailleurs, de tous ceux qu'exploite le capital, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population dans tous les pays capitalistes."*

Lénine

## La « Grève de masse », un fait ou un processus ?

*Lors de rencontres ou par mail, des camarades et lecteurs nous ont exprimé des réserves, un scepticisme sur notre analyse de la situation historique et particulièrement de l'évolution de la lutte des classes. Nous reprenons et restons fidèles à la méthode d'analyse du CCI d'origine, en particulier avec son analyse d'un « cours historique menant à des confrontations massives de classe », telle qu'elle a été largement développée et présentée dans la Revue internationale de cette organisation tout au long de son histoire, en particulier dans les années 1980. Parmi toutes les questions se rapportant à cette méthode d'analyse, une d'entre elles a plus particulièrement vu s'exprimer des questionnements, des incompréhensions ou des désaccords. Il s'agit de notre appréciation selon laquelle s'est ouverte aujourd'hui une période de « grève de masse internationale ». Certains rejettent le mot même de grève du fait que les grèves ne sont pas l'élément principal des réactions ouvrières aujourd'hui. D'autres estiment que nous surestimons le niveau de la lutte des classes car évoquer la « grève de masse » pour caractériser la période actuelle serait croire que nous nous trouvons dans une période révolutionnaire ou pré-révolutionnaire.*

*Or, pour nous, c'est ouvertement, sous nos yeux, et cela malgré les tentatives soit de silence et de censure - rien dans les TV et journaux sur les grandes manifestations ouvrières en Grèce au moment même où avaient lieu le mouvement des « indignés » en Espagne -, soit de déformation - les mouvements actuels seraient pour de « véritables démocraties » -, que se déroule et se développe une dynamique de lutte en masse au niveau international. Les mouvements de classe d'Afrique du Nord, Tunisie, Egypte, aussi faibles étaient-ils, ont répondu aux réactions et luttes prolétariennes de la fin 2010, particulièrement à celle d'Europe (Grèce, France, Grande-Bretagne, Portugal, Espagne, etc.). Et à leur tour, ces mouvements des pays arabes, sur lesquels le prolétariat international avait les yeux braqués, sont venus être des facteurs d'encouragement au surgissement et au développement de mouvements de lutte en Europe, en Espagne bien sûr, en Grèce, etc... Il s'agit bien d'une dynamique internationale de luttes ouvrières face à la crise et aux attaques sur les conditions de vie qui est en train de se développer et de s'approfondir - quels que soient les obstacles qui met la bourgeoisie. Le processus de « grève de masse » est en cours... Nous avons décidé de mettre par écrit l'une de nos interventions sur le sujet estimant que cette question devait être portée et débattue le plus largement possible.*

Ce que Rosa Luxemburg appelle "grève de (ou 'en' selon la version française) masse" et qu'elle décrit longuement et clairement dans son ouvrage, ne représente pas seulement, comme certains le pensent faussement, 1905 ou un événement de ce type, c'est-à-dire un mouvement de classe qui poserait ouvertement la question de la révolution ; c'est la lutte de classe et son processus de développement dans la période qui s'est ouverte au début du 20ème siècle. "Aujourd'hui la révolution russe a soumis cette argumentation à une révision fondamentale; elle a, pour la première fois, dans l'histoire des luttes de classe, permis une réalisation grandiose de l'idée de la grève de masse et même - nous l'expliquerons plus en détail - de la grève générale, inaugurant ainsi une époque nouvelle dans l'évolution du mouvement ouvrier." (Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat*, 1906), notamment le processus qui va jusqu'à la période révolutionnaire, donc qui inclut ce qui la précède et la prépare :

*« Ainsi quiconque veut parler de la grève de masse en Russie doit avant tout avoir son histoire devant les yeux. On fait commencer à juste titre la période actuelle, pour ainsi dire officielle, de la révolution russe avec le soulèvement du prolétariat de Saint-Petersbourg le 22 janvier 1905 (...). Mais ce soulèvement de Saint-Petersbourg, le 22 janvier n'était que le point culminant d'une grève de masse qui avait mis en mouvement tout le prolétariat de la capitale du tsar, en janvier 1905. A son tour, cette grève de janvier à Saint-Petersbourg était la conséquence immédiate de la gigantesque grève générale qui avait éclaté peu auparavant, en décembre 1904, dans le Caucase, à Bakou et tint longtemps toute la Russie en haleine. Or, les événements de décembre à Bakou n'étaient eux-mêmes qu'un dernier et puissant écho des grandes grèves qui, en 1903 et 1904, tels des tremblements de terre périodiques, ébranlèrent tout le sud de la Russie, et dont le prologue fut la grève de Batoum dans le Caucase en mars 1902. Au fond cette première série de grèves, dans la chaîne continue de éruptions révolutionnaires actuelles, n'est elle-même distante que de cinq ou six ans de la grève générale des ouvriers du textile de Saint-Petersbourg en 1896 et 1897. »*

Réduire la "grève de masse" aux seuls mouvements pré-révolutionnaires ou même révolutionnaires qu'a développés et développera notre classe est une incompréhension profonde de ce que met en avant Rosa Luxemburg et de l'essentiel du combat du prolétariat dans une période qui n'est pas contre-révolutionnaire (ce qui est le cas actuellement, et cela depuis la reprise ouvrière de 1968). Quand, dans notre texte du bulletin précédent, [La "Grève de masse" aujourd'hui et demain](#), nous avons osé parler de "grève de masse" pour les combats qui se déroulent "aujourd'hui", nous n'avons fait, et cela fort modestement, que reprendre la vision que Rosa Luxemburg nous a transmis. Nous pouvons même dire que **les conditions actuelles** (l'ampleur et la profondeur de la crise qui s'attaque au monde capitaliste tout entier jusque dans son cœur; ses implications terribles sur la classe ouvrière entraînant la paupérisation des masses; les luttes de riposte massives qui gagnent toutes les zones de la planète...) donnent une ampleur à cette vision que même Rosa n'avait pu envisager. En effet, ce qu'elle décrivait au niveau de la seule Russie, nous le voyons commencer à se développer au niveau international : ces derniers mois seulement nous ont permis de voir des luttes importantes (par leur ampleur, par leur durée et par leur radicalisme anti-capitaliste) se développer simultanément ou se relayer, traversant l'Europe du nord au sud, passant au versant sud de la Méditerranée pour revenir vers son versant nord, s'attaquant tout aussi fortement aux autres continents et cela sans qu'aucune zone ne soit réellement épargnée. Et, parce que les conditions objectives, pour le moins, ne peuvent aller qu'en se développant, l'essentiel de ce processus de "grève de masse", qui a déjà commencé, se situe, à notre avis, devant nous.

Contrairement à ceux qui pourraient penser que *Grève de masse, parti et syndicat* est un vieux texte, « inadapté » à ce qui se passe dans notre période, voire même un texte « dépassé », nous invitons tous les communistes et militants à le relire attentivement et à se réapproprier ce texte (et tant d'autres) du mouvement ouvrier. Les communistes ont constamment, et aujourd'hui plus que jamais, besoin des enseignements que notre classe a tirés de ses expériences,

donc des écrits des grandes figures du marxisme, comme Rosa Luxemburg, pour comprendre et intervenir dans la situation actuelle.

Tout ce que nous mettons en avant ici concernant le développement de la lutte de classe aujourd'hui ne signifie surtout pas que, pour nous, c'est "une autoroute" qui se profile devant notre classe. Si notre fraction refuse de minimiser ou d'ignorer les très fortes colère et combativité ouvrières qui s'expriment actuellement à travers la planète (et surtout dans les pays du coeur du capitalisme), elle est, en même temps, pleinement capable de prendre en compte la faiblesse importante que révèle actuellement le prolétariat au niveau de sa conscience (difficulté à se concevoir en tant que classe et perte de vue momentanée de sa perspective historique qui se manifestent notamment, par la très faible influence, en son sein, de la Gauche communiste...), laquelle est avant tout le fruit de la prétendue "fin du communisme" qui a fait suite à l'effondrement du stalinisme. Cependant, nous sommes certains qu'il ne peut y avoir de dépassement de cette faiblesse sans le développement du combat quotidien et de plus en plus large que mène la classe contre les effets de la crise capitaliste. Il est là le chemin ; c'est ce à quoi nous assistons actuellement et que nous devons, d'abord et **sans réticences**, soutenir et encourager. Comme dit Rosa : *"Un océan de privations et de souffrances terribles est en effet le prix auquel toute révolution est achetée par la masse prolétarienne..."*

*Cet éveil de la conscience de classe se manifeste immédiatement de la manière suivante : une masse de millions de prolétaires découvre tout à coup, avec un sentiment d'acuité insupportable, le caractère intolérable de son existence sociale et économique, dont elle subissait l'esclavage depuis des décennies sous le joug du capitalisme. Aussitôt se déclenche un soulèvement général et spontané en vue de secouer ce joug, de briser ces chaînes. Sous mille formes les souffrances du prolétariat moderne ravivent le souvenir de ces vieilles plaies toujours saignantes."*

Mais la bataille est encore, pour l'essentiel, à mener ; le processus de "grève de masse" n'en est, selon nous, qu'à ses débuts, non pas seulement du fait des faiblesses actuelles propres à la classe qui a l'immense responsabilité historique de se lancer "à l'assaut du ciel", mais aussi et surtout du fait de la pression énorme qu'exerce sans cesse sur elle la classe dominante, physiquement et surtout idéologiquement. Cette pression, qui s'est surtout développée dans la période de décadence, prend, dans la période que nous vivons et qui révèle de plus en plus clairement la faillite totale du capitalisme et l'incapacité de la bourgeoisie à lui apporter une solution, une importance jamais atteinte dans l'histoire de

l'humanité. C'est une classe dominante au bord du gouffre qui est dans l'obligation de peaufiner et d'utiliser toutes les outils à sa disposition pour chercher à désarmer préventivement son bourreau, d'où le développement incroyable de la répression, celui des immenses campagnes idéologiques (les "démocratiques" avec toutes leurs déclinaisons, l'anti-communisme etc.), dont le prolétariat est la principale cible et d'où la multiplication des obstacles qu'elle place **au sein même** de ses luttes.

Concernant ce tout dernier aspect (les obstacles au sein des luttes), existe une conception de la lutte de classe que les communistes ne peuvent pas partager et qu'ils doivent combattre. Celle-ci se révèle dans une certaine **tendance** à mésestimer, pour le moins, les luttes ouvrières dans lesquelles s'exprime l'influence de la bourgeoisie (aujourd'hui, la présence ou le contrôle des syndicats, les illusions démocratiques et autres...); comme si, pour exprimer les intérêts et les préoccupations de la classe ouvrière, les luttes se devaient d'être **"pures"**. Ainsi, celles qui, semble-t-il, sont, à un niveau ou à un autre, influencées par l'idéologie de la bourgeoisie ou qui seraient contrôlées par ses agents politiques ou syndicaux, seraient à ignorer ou peut-être même à rejeter. Développer une telle conception et vouloir agir en fonction d'elle reviendrait à attendre la lutte "pure" et donc à rejeter la quasi-totalité du combat du prolétariat. **Dans la conception marxiste, il n'y a pas de lutte "pure"** qui, seule, mériterait d'être prise en considération ; selon nous, une telle conception serait, au mieux empruntée à l'idéalisme, voire à l'anarchisme. Le combat contre la classe ennemie existe jusqu'**au sein même de la lutte**. L'affirmation de la classe ne passe pas seulement par son opposition ouverte à l'exploitation que lui impose le capitalisme, mais aussi et obligatoirement par son combat pour se défaire de la présence et de l'influence, au sein de ses luttes, de la classe ennemie. C'est ce que l'expérience historique nous a amplement démontré, surtout dans la période de décadence dans laquelle la bourgeoisie a développé le capitalisme d'État avec sa mainmise sur tous les plans de la société, en particulier vis-à-vis de la classe qui la hante. Il n'est pas nécessaire d'étaler ici tous les exemples qui le prouvent ; mais, n'est-il pas, au moins, nécessaire de rappeler que, jusque dans "la forme enfin trouvée de la prise du pouvoir" - les conseils ouvriers -, ce combat a eu lieu en 1905, en 1917, en Russie et en Allemagne ; qu'en leur sein, la bataille a pu voir dans un cas la victoire de notre classe, dans l'autre celle de l'ennemi. Débarrassons-nous donc de cette conception de la lutte "pure", car elle ne permet pas d'appréhender la réalité et surtout elle n'appartient pas au prolétariat.

La FGCI (08/06/11)

## SITUATION INTERNATIONALE

*Nous reproduisons ici les prises de position suite aux conséquences catastrophiques et dramatiques pour la population du tremblement de terre et au tsunami qui a frappé le Japon et dont le responsable n'est pas la « nature », mais bel et bien le mode de production capitaliste ; et suite aux massacres des populations en Libye provoqués et entretenus par les grandes puissances impérialistes laissant sciemment Khadafi jouer le rôle de boucher sanguinaire.*

### **Catastrophe au Japon Le capitalisme nous détruit. Il faut le détruire !**

D'ores et déjà des dizaines de milliers de personnes sont mortes ou disparues au Japon suite au terrible tremblement de terre et au gigantesque tsunami. Mais des dizaines de milliers, voire des millions de personnes sont soit déjà irradiées soit vont l'être dans les jours qui viennent par l'explosion en rafale des réacteurs de 2 centrales nucléaires.

Le Japon n'est pas un pays de la périphérie du capitalisme sans "moyens". Ce n'est pas Haïti. Et cependant, l'horreur s'est produite.

**Le capitalisme en est le seul responsable.** Contrairement à ce que nous rabâchent la bourgeoisie via ses experts et ses médias, cette catastrophe n'est pas naturelle ; elle est bel et bien l'expression et le produit de ce système qui domine toute la planète, aujourd'hui sénile et en faillite.

Tout d'abord, les protections de la population contre un tel tsunami étaient largement insuffisantes. Et pourtant les scientifiques avaient averti depuis longtemps contre un tel séisme et ses conséquences dramatiques. Mais surtout, quelle raison, autre que le profit et la concurrence économique internationale, a la classe dominante à construire des centrales nucléaires dans une telle région ? Et pire encore, pourquoi ne pas avoir inondé, dès le début, les réacteurs nucléaires afin d'éviter leur explosion et la contamination ? Tout simplement parce que le capitalisme japonais ne voulait pas perdre ses réacteurs et a voulu les préserver à tout prix ! Et qu'on ne nous dise pas qu'il s'agit d'un cynisme et d'une barbarie propres au capital nippon. N'importe quelle bourgeoisie aurait fait de même pour essayer de préserver sa "compétitivité internationale", quitte à sacrifier sa population.

**Le capitalisme tue et détruit.** L'impasse historique de cette société est manifeste. L'exacerbation de la guerre économique due à la crise ne fait qu'aggraver le cynisme et la barbarie capitaliste, préparant l'ensemble de la société à la guerre - atomique elle-aussi - généralisée. Comment douter du cynisme de la bourgeoisie face à la catastrophe japonaise ? Comment douter de son cynisme et de sa politique délibérée visant à sacrifier les populations sur l'autel de ses intérêts ? N'est-elle pas, en ce moment-même, en train de laisser l'État bourgeois libyen de Khadafi bombarder et réprimer dans le sang sa propre population afin de faire un exemple et de lancer ainsi un avertissement à tous les "peuples", particulièrement au prolétariat international, de plus en plus enclins à se soulever et à en finir avec la misère et l'exploitation ?

Les dizaines de milliers de morts japonais et la véritable terreur face aux explosions atomiques sont la dernière expression d'une société qui n'a rien d'autre à offrir à l'humanité qu'une barbarie croissante.

Le capitalisme détruit, nous détruit.

Il faut détruire le capitalisme, il y a urgence !

Une autre société, sans profit et sans classe, est à construire

15 mars 2011

La Fraction de la Gauche Communiste Internationale

---

### **Libye 2011 = Italie du nord et Varsovie 1944**

Nous publions, ci-après, 2 témoignages sur des massacres de populations ouvrières dans deux périodes historiques différentes - l'un journalistique publié récemment à propos de la situation en Libye, l'autre apporté par notre camarade Marc Chirik<sup>1</sup> concernant la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale et la barbarie qui a prévalu lors des reculs de l'armée allemande. Ces 2 témoignages, bien que n'ayant rien en commun du point de vue des intérêts de classe qu'ils représentent et défendent, se rejoignent dans la description d'une même réalité sordide au sein du capitalisme pourrissant et mettent en évidence à quel point la bourgeoisie, notamment celle qui se drape des vertus humanistes de la "démocratie", est capable de la pire sauvagerie quand ses intérêts fondamentaux sont en danger, quand les exploités tendent à remettre en question son pouvoir. Dans un cas comme dans l'autre, si les bourreaux, les massacreurs sont les soudards d'un Kadhafi ou d'un Hitler, ceux qui les combattent et qui se présentent cyniquement comme les "sauveurs" des populations ne sont pas moins complices du massacre de celles-ci dans la mesure où, sciemment, ils laissent faire. Obama et Sarkozy ont bien appris de leurs illustres prédécesseurs, Churchill et Roosevelt.

#### **Témoignage d'un chef-rebelle libyen (AFP - 06/04/2011)**

AFP - "Le chef militaire des rebelles libyens a lancé mardi une attaque en règle contre l'Otan, l'accusant de *"laisser mourir les habitants de Misrata"* (Ouest) sous les tirs des forces de Mouammar Kadhafi, qui ont également gagné du terrain dans l'est, près de Brega. *"La presse internationale doit soutenir avec force le peuple de Misrata et appeler (à l'aide) l'Otan qui croit nous rendre service en bombardant ici et là alors qu'il laisse les habitants de Misrata mourir tous les jours"*, a déclaré le général

---

<sup>1</sup>Marc Chirik (1905-1990), vieux militant de la Gauche communiste, membre de la Fraction italienne, principal fondateur de la Gauche communiste de France, puis du CCI, aujourd'hui décédé.

Abdel Fattah Younés lors d'une conférence de presse dans le fief rebelle de Benghazi (Est).

*"Si l'Otan attend encore une semaine de plus, ce sera la fin de Misrata; nous ne trouverons plus personne là-bas"*, a ajouté le général, ancien ministre de l'Intérieur de Kadhafi qui s'est rallié à la rébellion en février.

Misrata, troisième ville du pays, est située à 214 km à l'est de la capitale Tripoli, bastion du régime Kadhafi. Depuis plus de 40 jours, les insurgés défendent sans relâche Misrata bombardée et assiégée par les forces loyalistes. Selon les rebelles, plus de 200 personnes ont péri dans les combats.

Selon le chef militaire rebelle, les habitants de Misrata sont désormais menacés *"d'extermination au vrai sens du terme"*.

*"L'eau y est coupée, il n'y a plus d'électricité ou de produits alimentaires, il n'y a plus de lait pour enfants depuis 40 jours, alors que les forces de Kadhafi bombardent tous les jours maisons, mosquées et hôpitaux à l'artillerie lourde (...). Les habitants boivent de l'eau des égouts"*.

*"Si l'Otan voulait briser le blocus de la ville, elle l'aurait fait depuis plusieurs jours"*, a-t-il poursuivi.

### **Extraits d'une interview de Marc Chirik (Sept 1988) - tirés du livre "À bas la guerre" de Pierre Hempel - à propos de la fin de la 2ème guerre mondiale (1943-45) :**

(...) C'est sur la base (...) de notre conviction du fait que la guerre allait nécessairement finir et qu'un mécontentement général allait se développer que nous étions optimistes.

Nous organisons une conférence du Noyau français (de la Gauche communiste) à Marseille et nous prenons position en appelant à se tenir vigilant (...), cela va se développer sur le plan international etc. Ce qui renforce encore cette conviction (...), ce sont les déclarations de Churchill. Puisque le sud avec Badoglio passe du côté des Alliés, le front entre le nord et le sud de l'Italie reste fermé. Il n'y a aucune offensive de la part du bloc anglo-américain pour essayer de forcer le front. C'est tellement immobilisé que cela permet aux allemands, alors que Mussolini était arrêté et avait été déporté dans une île, d'aller en avion le libérer. C'est incroyable ! Et les anglais ne bougent pas. Et, quand on pose la question à Churchill en Angleterre : *"Qu'est-ce qu'on attend ? Le front italien n'est-il pas en train de s'écrouler ?"* Churchill répond : *"C'est volontairement, il faut laisser la situation italienne « mijoter dans son jus » pendant un certain temps.* Et c'est nécessaire puisqu'ils (les Alliés) laissent aux allemands - qui occupent le nord à ce moment-là - la possibilité d'effectuer un massacre, une répression formidable contre les ouvriers. Les ouvriers de Milan et de Turin ne peuvent se sauver qu'en allant dans le maquis. Le maquis se renforce en Italie à la suite de la défaite de Mussolini, ce qui permet la répression allemande. Les Alliés ont parfaitement raison de laisser ainsi « mijoter » pour préserver la paix sociale capitaliste. Ils préfèrent laisser faire cette répression. Ils n'ont pas besoin des ouvriers pour conquérir le pays, leur force militaire était suffisante. Ce qui était en jeu, c'était d'étouffer le mécontentement ouvrier contre la guerre. Coup double : en laissant les allemands faire la répression, ils poussent les ouvriers dans les bras de la "démocratie" alliée. Alors se développent, avec l'appui des staliniens et de tous les démocrates, les maquis italiens qui n'existaient pas avant, contrairement à la France.

Pour nous, cette affaire révèle que la bourgeoisie est intelligente. Churchill savait ce qu'il faisait. Il ne se précipitait pas. Il fallait laisser massacrer les ouvriers qui étaient en train de se soulever, écraser dans l'œuf les premiers symptômes.

(...) La guerre reprend très violente en Italie du nord après le débarquement allié. La résistance des soldats allemands est acharnée. Ensuite il y aura le débarquement en France où on verra le recul des allemands. En Russie, il y aura l'après-Stalingrad, fin 1944.

Pour la répression des armées allemandes en déroute, la bourgeoisie alliée va appliquer les mêmes principes que Churchill en Italie. Quand l'armée allemande se trouve aux portes de Varsovie, l'armée russe s'arrête et la laissera massacrer pendant huit jours. L'armée rouge ne bouge pas, elle a besoin de laisser Varsovie « mijoter dans le sang ». Ensuite l'armée allemande se retire et l'armée russe rentre dans un cimetière.

Au fur et à mesure que l'armée allemande recule, il se produit la même chose, à Budapest par exemple. De nouveau, l'armée russe s'arrête. Il y a un soulèvement à l'intérieur de la capitale de la Hongrie, plus ou moins confus évidemment. Et ils laissent faire un massacre au moins aussi important que celui de Varsovie. Après l'accomplissement du massacre, les russes entrent tranquillement dans la ville, comme des fossoyeurs de cimetière.

Toute cette politique est constamment appliquée à partir de 1943 ; politique de table rase ouvrière ; politique surtout pour impliquer l'Allemagne - qui, de toute façon, est condamnée -, pour la rendre responsable du massacre des ouvriers, pour qu'il n'y ait pas de possibilité pour les ouvriers de comprendre où sont les vraies responsabilités.

*"La guerre arrache complètement tous les voiles dont le monde bourgeois, ce monde de fétichisme économique, politique et social, nous enveloppe constamment.*

*La guerre détruit l'apparence qui fait croire à l'évolution sociale pacifique, à l'omnipotence et à l'intangibilité de la légalité bourgeoise, à l'exclusivisme national, à la stabilité des conditions politiques, à la direction consciente de la politique par ces « hommes d'État » ou des partis, à la portée capable d'ébranler le monde des chancelleries dans les Parlements bourgeois, au parlementarisme, comme centre prétendu de l'existence sociale.*

*La guerre déchaîne, en même temps que les puissances réactionnaires du monde capitaliste, les forces génératrices de révolution sociale qui fermentent en leurs profondeurs."*

Rosa Luxemburg, *Dans la tempête*, 1904

## **Camp prolétarien**

### **Correspondance avec l'Istituto Onorato Damen à propos de leur démission et sortie de la Tendence communiste internationaliste**

Suite à la publication dans notre précédent bulletin du texte de la TCI sur [Sur les événements douloureux du passé \(à propos de la création de l'Institut O. Damen\)](#), nous avons reçu un mail des camarades de l'Istituto Onorato Damen rejetant la prise de position de la TCI [1]. Ils nous demandaient aussi de publier dans notre bulletin leur texte expliquant les raisons de leur scission. Nous leur avons donné notre accord. Par la suite, les camarades nous ont écrit précisément sur notre lettre ci-après. Nous avons jugé plus utile de traduire de l'italien et de publier ce dernier texte – inconnu en dehors de l'Istituto et de notre groupe – et ne pas reproduire – faute de place et de forces pour traduire, et non faute d'intérêt – leur Punto e a capo ([Punto e a Capo in inglese](#)). Ce dernier est disponible en italien et en anglais sur leur site<sup>2</sup> comme sur celui de Controverses et est donc largement accessible<sup>3</sup>.

Quant à la réponse des camarades que nous publions suite à notre propre lettre, nous estimons qu'elle n'apporte malheureusement rien de nouveau et nous ne pouvons que constater le désaccord profond qui débouche sur deux voies opposées. Les camarades de l'Istituto, à l'image de beaucoup aujourd'hui que nous pouvons cataloguer comme des « déçus » des organisations de la Gauche communiste (TCI et CCI principalement), ont rejoint à leur tour le camp de ceux qui rejettent « une continuité qui n'existe plus » et « qui ne se sont pas constitués pour être les véritables héritiers de la tradition politique de la Gauche communiste ». Pour notre part, nous essayons et appelons tous les communistes à s'inscrire et se revendiquer de la continuité théorique, politique, et même « organisationnel » du mouvement ouvrier ainsi qu'à défendre la tradition politique de la Gauche communiste. La première voie mène, quand elle n'appelle pas explicitement, à faire table rase du passé, et en passant des principales organisations de la Gauche communiste d'aujourd'hui ; c'est-à-dire à faire table rase des expressions les plus hautes à ce jour de la conscience de classe et la véritable avant-garde politique du prolétariat – aussi faible et critiquable soit-elle. Cette voie est celle du désarmement théorique et politique du prolétariat. La seconde voie travaille au renforcement, au regroupement, et à la constitution du parti communiste de demain, afin que le prolétariat international puisse disposer à plein et au mieux de sa conscience de classe, arme essentielle du combat de classe dont les minorités communistes et le parti en sont à la fois le principal porteur et la principale matérialisation. Encore une fois, l'alternative est la suivante : Berlin 1919 et la défaite assurée ou bien Octobre 17 et une chance d'en finir pour de bon avec le capitalisme et l'exploitation de classe par l'instauration de la dictature du prolétariat.

Juin 2011, la FGCI.

### **Courrier de notre fraction à l'Istituto Onorato Damen**

Paris, le 6 mars 2011

La FGCI à l'Institut O. Damen,

Chers camarades,

Nous tenions à répondre à votre mail du 22 février dernier . Contrairement à ce que vous pensez, notre opinion (cf. le chapeau de présentation du texte de la TCI dans notre bulletin n° 4) sur les "événements" qui concernent la TCI et vous, c'est-à-dire votre scission, n'est ni de partie pris ni erronée. Elle n'a jamais été une prise de position sur le contenu de vos débats, sur la validité ou non des positions des uns ou des autres. Elle n'est que l'expression de notre défense intransigeante d'un principe fondamental et traditionnel du mouvement communiste (principe que nos générations de militants ont souvent perdu de vue, délaissé et même oublié) : l'importance vitale des organisations politiques que fait surgir notre classe et, par conséquent, le poids de la responsabilité qui échoit aux militants de faire le maximum pour les sauvegarder et les développer.

Nous n'avons, de ce fait, pas pris position pour la TCI contre l'Istituto Damen, mais pour la sauvegarde de l'organisation contre la tendance à l'éclatement et à la dispersion des forces communistes (qui est, à notre sens, primordiale aujourd'hui). C'est d'ailleurs tout le sens de notre politique de défense, théorique et pratique, du "regroupement".

Pour nous - et, selon nous, pour tous les communistes responsables -, l'organisation politique, bien que se définissant et affirmant son unité au travers d'un programme, n'est et ne doit, en aucune manière, être une entité monolithique et intangible : elle doit être capable d'assumer un certain niveau d'hétérogénéité en son sein, hétérogénéité qui peut s'exprimer à travers des différences d'opinion et même parfois à travers des oppositions, à condition bien sûr que cela passe par une confrontation ouverte, sincère et

1. « Chers camarades, nous vous remercions pour nous avoir envoyé le numéro 4 de votre bulletin dans lequel vous avez publié le texte de la TCI « Sur les événements douloureux du passé (à propos de la création de l'Institut O. Damen) ». La représentation des événements qui ont porté à notre éloignement qu'on lit dans cet écrit elle est de partie et absolument fausse. Nous croyons donc qu'il serait correct de votre part de publier dans le prochain numéro de votre bulletin aussi notre "Punto e a Capo », le document dans lequel nous avons synthétisé les raisons de notre éloignement. Dans ce but, vous trouverez ci-joint le fichier de notre texte soit en Italien qu'en français. Certains de votre collaboration nous vous envoyons les meilleurs nôtres Salutations. Pour L'Istituto O. Damen. GP » (22 février 2011).

2. L'adresse du site des camarades : <http://www.istitutoonoratodamen.it/> (les lecteurs peuvent cliquer directement sur le lien [Punto e a Capo in inglese](#) pour accéder directement au texte.

3. Depuis lors, les camarades nous ont donné leur accord sur ce point : « Chers camarades, votre traduction de notre lettre correspond au texte italien. Nous n'avons donc aucune objection à son éventuelle publication dans votre bulletin. De même, pour ce qui concerne notre texte Punto e a Capo, nous sommes pleinement d'accord avec votre proposition d'indiquer le lien avec notre site web. Nous vous exprimons toute notre estime pour votre honnêteté intellectuelle et nous vous adressons nos saluts communistes les plus fraternels. G. pour l'Istituto O. Damen. » (16 juin 2011).

honnête. Et ce n'est qu'au bout de ce processus que la clarification politique peut surgir et déboucher éventuellement sur une séparation organisationnelle, mais surtout et le plus souvent sur un renforcement politique de l'organisation.

Quand des militants ont des analyses ou des positions divergentes, ils doivent les assumer et les défendre jusqu'au bout DANS l'organisation ; et cela quels que soient leur contenu, leur importance et leur profondeur.

Quand on est en MINORITÉ dans l'organisation, la première responsabilité que l'on a est de devenir MAJORITÉ, c'est-à-dire tout faire pour convaincre les autres de la validité des positions que l'on met en avant. Scissionner sans combattre ou s'arrêter de le faire dès les premiers obstacles, c'est ne pas assumer ses responsabilités de fraction de l'avant-garde, c'est minimiser l'importance de l'organisation, c'est favoriser la dispersion des forces, c'est privilégier la défense de "sa chapelle" au détriment de celle de l'organisation.

Nous n'avons donc pas voulu prendre en considération le contenu de vos divergences mais uniquement le fait qu'en tant que minorité vous n'avez, à notre avis, pas mené le combat jusqu'au bout. Il nous semble que - comme cela est une tendance dans les générations actuelles - vous avez trop vite privilégié l'intérêt de votre minorité et finalement écarté celui plus fondamental de l'organisation comme un tout. Nous avons d'ailleurs du mal à comprendre que des militants aussi expérimentés et aguerris que vous, des militants qui ont si longtemps autant donné en énergie, en intelligence et en dévouement pour sauvegarder et défendre leur organisation, abandonnent le combat interne aussi rapidement.

C'est avec modestie que, sur ce plan, nous mettons en avant notre propre expérience pour rappeler que notre fraction a tout fait pour mener son combat **au sein** de l'organisation. C'est ce que nous avons sans cesse affirmé, notamment en se déclarant "fraction interne" et en continuant de le faire malgré notre exclusion du CCI.

Le dernier point sur lequel nous voulons vous répondre concerne la demande que vous nous faites de publier votre texte *Punto e a capo* (disponible en français sur le site de *Controverses*) dans notre bulletin. Nous n'avons aucun problème à répondre positivement à votre requête. Cependant, comme on le laisse entendre ci-dessus, nous ne pensons pas nécessaire (et nous ne le ferons pas dans les circonstances actuelles) de vous exprimer un accord ou un désaccord quant à son contenu car, pour nous, la vraie question n'est pas là.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, recevez nos salutations communistes.

La Fraction de la Gauche communiste internationale.

### ***Réponse des camarades de l'Istituto Onorato Damen***

Catanzaro 16.03.2011

Istituto Onorato Damen

Chers camarades,

Nous avons lu votre lettre du 6 mars 2011 et il nous semble que prendre position en faveur de la Tendance communiste internationaliste contre l'Istituto Onorato Damen qu'au nom de l'unité de l'organisation soit une grave erreur méthodologique. On ne peut prendre position en faveur d'un groupe plutôt qu'une sans connaître les dynamiques qui ont amené à leur formation et sans évaluer les différentes positions politiques et méthodologiques. A notre avis, avant de prendre position en faveur de la TCI ou de l'Istituto Onorato Damen, il est nécessaire de connaître les positions respectives ; nous pensons que le défaut de lecture de notre document "Punto e a capo" ne vous a pas permis de connaître les vrais motifs qui nous ont amené à la constitution de l'Istituto Onorato Damen.

La rupture avec notre vieille organisation *Battaglia Comunista* a été un processus assez long et tourmenté, tant d'un point de vue politique que personnel. Rompre avec l'organisation pour laquelle on a milité des décennies n'est pas une chose qui se fait le coeur léger, tout le contraire. Ça a été un choix réfléchi et douloureux au niveau personnel. Nous avons cherché durant ces dernières années par tous les moyens à combattre à l'intérieur de l'organisation *Battaglia Comunista* les dérives politiques et méthodologiques qu'a, de fait, connues *BC* en étant maintenant hors du marxisme révolutionnaire. Quand vous aurez envie de lire avec l'attention nécessaire notre "Punto e a Capo", vous trouverez les raisons politiques de notre désaccord et le choix de construire l'Istituto Onorato Damen.

Nous pensons que la défense de l'unité de l'organisation doit être assumée jusqu'au point où l'on considère qu'elle puisse récupérer les principes du marxisme révolutionnaire. Durant des années, nous avons combattu au sein de *Battaglia Comunista* avec la volonté de ramener l'organisation vers les positions correctes du marxisme révolutionnaire. Mais ça a été une lutte qui non seulement n'a pas porté de résultat concret, mais dans les faits n'a déterminé que la dispersion de multiples énergies qui auraient pu être utilisées dans une activité plus productive d'un point de vue théorique et politique. En réalité, derrière les sigles organisationnels qui composent le monde multicolore de la Gauche communiste, naissent des groupes très petits qui sont incapables de pouvoir gérer des situations de désaccord interne. Dans un [petit] groupe de [...] camarades comme l'était *Battaglia Comunista* avant notre expulsion, quel espace politique et organisationnel peut-il y avoir pour une fraction interne ? Avec quel instruments combattre dans la bataille interne quand le propriétaire du journal et de la revue *Prometeo* (selon la loi de la bourgeoisie) a fait le choix d'abandonner la voie maîtresse du marxisme révolutionnaire ? Devons-nous constituer la fraction interne de *Battaglia Comunista* comme vous l'avez fait avec le CCI, dans la tentative de ramener *BC* vers sa tradition politique de classe ? On ne défend pas l'unité organisationnelle en constituant des fractions, quand dans les faits on est complètement en dehors de l'organisation mère.

L'idée de constituer l'Istituto Onorato Damen est née de la conscience qu'une longue période s'est définitivement terminée pour la Gauche communiste et qu'il est maintenant temps de commencer à faire un bilan de cette expérience. Les camarades qui ont donné vie à l'Istituto Onorato Damen n'ont pas pensé faire maintenant l'énième scission au nom d'une continuité qui n'existe plus. Ils ne sont pas constitués pour être les véritables héritiers de la tradition politique de la Gauche communiste et en particulier de *Battaglia Comunista*. Pour défendre nos traditions politiques, nous pensons que c'est juste l'heure de faire un bilan de notre expérience. Bilan que nous avons commencé à faire dans le second numéro de notre revue avec l'article *E' Mezzanotte nella sinistra Comunista (Il est minuit dans la Gauche Communiste<sup>1</sup>)*, article qui a été publié aussi sur notre site internet et que nous vous invitons à lire. L'Istituto Onorato Damen s'est constitué dans le but de contribuer par l'élaboration théorique, capable d'interpréter le capitalisme moderne, à la reconstruction d'un point de référence politique pour le prolétariat international. Dans ce processus, nous pensons qu'est nécessaire la contribution de tous les camarades qui ont à coeur le sort du prolétariat sans toutefois tomber dans une défense religieuse de l'unité organisationnelle de groupes qui ne vivent plus maintenant que dans l'illusion de représenter eux-mêmes la véritable tradition révolutionnaire. Ce n'est qu'en partant de cette conscience que nous pouvons partir de nouveau et relancer dans toute sa modernité le projet de l'alternative à la barbarie du capitalisme qui reste toujours pour nous le communisme.

Saluti comunisti

L'Istituto Onorato Damen

*"La société bourgeoise, en se développant, développe - en même temps que ces conditions de production, c'est-à-dire que son mode d'existence économique - sa propre idéologie : ses conceptions scientifiques ainsi que ses conceptions du monde et sur le monde.*

*La science est une branche bien particulière dans la production des idées nécessaires à la vie de la société capitaliste ; c'est la continuation, l'évolution et la progression de sa propre production.*

*Le mode de production économique, de même qu'il applique pratiquement ce que la science élabore, a une grande influence sur la façon dont s'élaborent pratiquement les idées et les sciences. La division du travail capitaliste, de même qu'elle contraint à l'extrême spécialisation dans tous les domaines de la réalisation pratique de la production, contraint à l'extrême spécialisation et à l'ultime division du travail dans le domaine de la formation des idées et principalement dans domaine des sciences.*

*Les sciences et les savants confirment, par leur présence et leurs spécialisations, la division universelle du travail capitaliste ; ils sont aussi nécessaires que les généraux d'armées et la science militaire, ou les administrateurs et directeurs.*

*(...) Seuls les socialistes scientifiques, à partir de Marx, sont capables de faire une synthèse des sciences et du développement social humain. Et même cette synthèse est nécessaire au préalable pour leur point de départ révolutionnaire. C'est ce que Marx a fait."*

*Internationalisme 31, Gauche communiste de France, 1948*

1. <http://www.leftcommunism.org/spip.php?article169>

## Textes du mouvement ouvrier

*Nous publions dans ce bulletin deux petits textes historiques, le premier de Bordiga en 1920 sur la question de la prise du pouvoir par le prolétariat, le second de Lénine en 1911 sur la Commune de Paris. Les deux ont en commun de traiter de la même question centrale, celle du rapport du prolétariat révolutionnaire au pouvoir d'Etat, qu'il soit celui de la bourgeoisie et du capitalisme ou celui de la période transitoire où la classe révolutionnaire exerce sa dictature de classe sur l'ensemble de la société. Ils ont aussi en commun de répondre à des questions qui se posent déjà dans les luttes que l'on voit surgir. D'où leur intérêt "immédiat" et la nécessité de les faire connaître et d'en tirer les leçons politiques.*

*Face aux réactions prolétariennes à échelle internationale et tout particulièrement autour de la Méditerranée et en Europe, contre les effets de la crise du capitalisme, la bourgeoisie mène une véritable offensive idéologique et politique sur le thème de la « Démocratie ». Une des conséquences en est que, parmi les participants aux mouvements actuels, tels les « indignés » et, malheureusement, aussi parmi les révolutionnaires, nombreux sont ceux qui succombent à la fétichisation des « assemblées générales » vues comme, d'une part des lieux de « démocratie pure et exemplaire », et d'autre part comme panacée et finalité au combat contre la crise capitalisme et ses conséquences. Le texte de Bordiga de 1920 est rédigé au moment même où le prolétariat italien s'organisait en conseils d'usine et occupait celles-ci laissant croire à l'illusion d'une victoire prolétarienne sans... affrontement direct et **politique** avec l'Etat capitaliste, sans destruction de ce dernier et sans prise du pouvoir **politique**. C'est, entre autre, à ce piège que le texte publié répond. En ce sens, il est d'une grande actualité.*

*En réaffirmant l'héritage de la Commune, en réaffirmant que "la cause de la Commune est celle de la révolution sociale, celle de l'émancipation politique et économique totale des travailleurs, celle du prolétariat mondial. Et en ce sens, elle est immortelle", le texte de Lénine vient répondre à un besoin indispensable et d'une certaine urgence : le retour dans les consciences ouvrières qu'une autre société est possible, qu'il existe une perspective révolutionnaire face à cette société de misère et de barbarie. Cette conscience plus ou moins précise, plus ou moins forte, a été violemment, et avec succès, attaquée par les campagnes anti-communistes et démocratiques qui ont été lancées suite à la disparition de l'URSS et du capitalisme d'Etat stalinien. C'est fondamentalement le succès de ces campagnes idéologiques qui explique le profond recul des luttes ouvrières durant les années 1990. C'est aussi ce succès qui explique pour l'essentiel la lenteur de la reprise de ces luttes depuis 2001. Sans cette "conscience", en l'absence de cette "idée de révolution", c'est-à-dire sans perspective révolutionnaire plus ou moins présente dans les masses ouvrières, les luttes immédiates et quotidiennes de la classe ouvrière sont inévitablement défaites et réduites. Aujourd'hui où la faillite du capitalisme explose ouvertement aux yeux de tous, le retour parmi les masses ouvrières de l'idée qu'une autre société est possible et nécessaire ne peut que favoriser le développement des combats actuels et une évolution positive du rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie afin d'aborder les confrontations massives de classe qui se profilent. Dans ce sens, il est lui aussi d'une grande actualité.*

*La FGCI.*

### Texte d'Amadeo Bordiga *Prendre l'usine ou prendre le pouvoir ?*

Les agitations des derniers jours en Ligurie ont montré un phénomène qui se répète depuis peu avec une certaine fréquence et qui mérite d'être noté en tant que symptôme d'un état d'esprit spécial des masses travailleuses.

Les ouvriers, plutôt que d'abandonner le travail, se sont, pour ainsi dire, emparés des usines et ont cherché à les faire fonctionner pour leur propre compte ou mieux sans la présence des principaux dirigeants. Ceci veut avant tout dire que les ouvriers s'aperçoivent que la grève est une arme qui ne répond pas à tous les besoins, spécialement dans certaines conditions.

La grève économique, à travers les préjudices causés à l'ouvrier même, exerce une utile action défensive du travailleur à cause des dommages que la cessation du travail cause à l'industriel du fait de la diminution du produit du travail qui lui appartient.

Ceci dans les conditions normales de l'économie capitaliste, lorsque la concurrence avec sa relative baisse des prix oblige à un accroissement continu de la production elle-même. Aujourd'hui les gros bonnets de l'industrie, spécialement ceux de la métallurgie, sortent d'une période exceptionnelle durant laquelle ils ont réalisés d'énormes gains avec le minimum d'efforts. Pendant la guerre l'état leur fournissait les matières premières et le charbon et était en même temps l'unique acheteur ; l'état lui-même, en militarisant les usines, pourvoyait à la rigoureuse discipline des masses ouvrières. Quelles conditions plus favorables rêver pour obtenir un bon bilan ? Ces gens ne sont plus disposés aujourd'hui à affronter les difficultés provenant du manque de charbon et de matières premières, de l'instabilité du marché et de l'agitation des masses ouvrières ; ils ne sont spécialement pas disposés à se contenter de gains modestes, dans les proportions où ils les réalisaient avant-guerre, et donc en moindre proportion. Ils ne se préoccupent donc pas des grèves, qui ne leur déplaisent pas, même si ils protestent en parole contre l'insatisfaction excessive et les prétentions absurdes des ouvriers.

Ces derniers jours, les ouvriers ont compris, et leur action d'appropriation des usines ainsi que leur continuation du travail au lieu de la grève l'ont démontré, qu'ils ne voulaient pas arrêter le travail mais ne voulaient plus travailler comme les patrons le leur disaient. Ils ne veulent plus travailler pour le compte de ces derniers, ils ne veulent plus être exploités, ils veulent travailler pour eux-mêmes, c'est-à-dire dans le seul intérêt des ouvriers.

On doit tenir compte sérieusement de cet état d'esprit qui se développe toujours plus ; nous voudrions simplement qu'il ne se fourvoie pas dans de fausses solutions.

Il s'est dit que là où existaient des conseils d'usine ceux-ci avaient fonctionné en assumant la direction des usines et en faisant poursuivre le travail. Nous ne voudrions pas que la conviction qu'en développant l'institution des conseils d'usine il soit possible de prendre possession des fabriques, et éliminer les capitalistes, puisse s'emparer des masses. Ce serait la plus dangereuse des illusions. Les usines seront conquises par la classe des travailleurs – et non pas par les ouvriers de l'usine même, ce qui serait facile mais non communiste – seulement lorsque la classe travailleuse dans son ensemble se sera emparée du pouvoir politique. Sans cette conquête, la dissipation des illusions sera effectuée par la garde royale, les carabinieri, etc., c'est-à-dire par la machine d'oppression et de force dont dispose la bourgeoisie, son appareil politique de pouvoir.

Les continuelles et vaines tentatives de la masse travailleuse qui s'épuise quotidiennement en efforts partiels doivent être canalisées, fusionnées, organisées en un grand, unique effort qui vise directement à toucher le cœur de la bourgeoisie ennemie. Cette fonction ne peut et ne doit être exercée que par un parti communiste, lequel ne doit avoir d'autre but, à l'heure actuelle, que celui de consacrer toute son activité à rendre toujours plus conscientes les masses travailleuses de la nécessité de cette grande action politique, qui est la seule voie par laquelle on peut directement arriver à la possession des usines, et qu'en procédant autrement on s'efforcera en vain de conquérir.

Amadeo Bordiga, 22 février 1920

### À la mémoire de la Commune, 1911

Quarante ans se sont écoulés depuis la proclamation de la Commune de Paris. Selon la coutume, le prolétariat français a honoré par des meetings et des manifestations la mémoire des militants de la révolution du 18 mars 1871 ; à la fin de mai, il ira de nouveau déposer des couronnes sur la tombe des communards fusillés, victimes de l'horrible « semaine sanglante » de mai et jurer une fois de plus de combattre sans relâche jusqu'au triomphe complet de leurs idées, jusqu'à la victoire totale de la cause qu'ils lui ont léguée.

Pourquoi le prolétariat, non seulement français, mais du monde entier, honore-t-il dans les hommes de la Commune de Paris ses précurseurs ? Et quel est l'héritage de la Commune ?

La Commune naquit spontanément ; personne ne l'avait consciemment et méthodiquement préparée. Une guerre malheureuse avec l'Allemagne ; les souffrances du siège ; le chômage du prolétariat et la ruine de la petite bourgeoisie ; l'indignation des masses contre les classes supérieures et les autorités qui avaient fait preuve d'une incapacité totale ; une fermentation confuse au sein de la classe ouvrière qui était mécontente de sa situation et aspirait à une autre organisation sociale ; la composition réactionnaire de l'Assemblée nationale qui faisait craindre pour la République, tous ces facteurs, et beaucoup d'autres, poussèrent la population de Paris à la révolution du 18 mars qui remit inopinément le pouvoir entre les mains de la Garde nationale, entre les mains de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie qui s'était rangée de son côté.

Ce fut un événement sans précédent dans l'histoire. Jusqu'alors, le pouvoir se trouvait ordinairement entre les mains des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, c'est-à-dire d'hommes de confiance à eux, constituant ce qu'on appelle le gouvernement. Mais après la révolution du 18 mars, lorsque le gouvernement de M. Thiers s'enfuit de Paris avec ses troupes, sa police et ses fonctionnaires, le peuple devint le maître de la situation et le pouvoir passa au prolétariat. Mais dans la société actuelle, le prolétariat, économiquement asservi par le capital, ne peut dominer politiquement s'il ne brise les chaînes qui le rivent au capital. Et voilà pourquoi le mouvement de la Commune devait inévitablement revêtir une couleur socialiste, c'est-à-dire chercher à renverser la domination de la bourgeoisie, la domination du capital, et à détruire les *assises* mêmes du régime social actuel.

Au début, ce mouvement fut extrêmement mêlé et confus. Y adhéraient des patriotes qui espéraient que la Commune reprendrait la guerre contre les Allemands et la mènerait à bonne fin. Il était soutenu par les petits commerçants menacés de ruine si le paiement des traites et des loyers n'était pas suspendu (ce que le gouvernement leur avait refusé, mais que la Commune leur accorda). Enfin, au début, il bénéficia même en partie de la sympathie des républicains bourgeois qui craignaient que l'Assemblée nationale réactionnaire (les « ruraux », les hobereaux sauvages) ne restaurât la

monarchie. Mais dans ce mouvement, le rôle principal fut naturellement joué par les ouvriers (surtout par les artisans parisiens) parmi lesquels une active propagande socialiste avait été menée durant les dernières années du second Empire et dont beaucoup appartenaient même à l'Internationale.

Les ouvriers seuls restèrent fidèles jusqu'au bout à la Commune. Les républicains bourgeois et les petits bourgeois s'en détachèrent bientôt : les uns effrayés par le caractère prolétarien, socialiste et révolutionnaire du mouvement ; les autres lorsqu'ils le virent condamné à une défaite certaine. Seuls les prolétaires français soutinrent sans crainte et sans lassitude leur gouvernement ; seuls ils combattirent et moururent pour lui, c'est-à-dire pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour un meilleur avenir de tous les travailleurs.

Abandonnée par ses alliés de la veille et dépourvue de tout appui, la Commune devait inéluctablement essuyer une défaite. Toute la bourgeoisie de la France, tous les grands propriétaires fonciers, toute la Bourse, tous les fabricants, tous les voleurs grands et petits, tous les exploités se liguèrent contre elle. Cette coalition bourgeoise soutenue par Bismarck (qui libéra 100 000 prisonniers français pour réduire Paris) réussit à dresser les paysans ignorants et la petite bourgeoisie provinciale contre le prolétariat parisien et à enfermer la moitié de Paris dans un cercle de fer (l'autre moitié étant investie par l'armée allemande).

Dans certaines grandes villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Dijon et ailleurs), les ouvriers tentèrent également de s'emparer du pouvoir, de proclamer la Commune et d'aller secourir Paris, mais ces tentatives échouèrent rapidement. Et Paris, qui leva le premier le drapeau de l'insurrection prolétarienne, se trouva réduit à ses seules forces et voué à une perte certaine.

Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires : des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le capitalisme français était encore peu développé et la France était surtout un pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Par ailleurs, il n'existait pas de parti ouvrier ; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et dans sa masse, elle n'avait même pas une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats ou associations coopératives de masse...

Mais ce qui manqua surtout à la Commune, c'est le temps, la possibilité de s'orienter et d'aborder la réalisation de son programme. Elle n'avait pas encore eu le temps de se mettre à l'oeuvre que le gouvernement de Versailles, soutenu par toute la bourgeoisie, engageait les hostilités contre Paris. La Commune dut, avant tout, songer à se défendre. Et jusqu'à la fin, survenue entre les 21 et 28 mai, elle n'eut pas le temps de penser sérieusement à autre chose.

Au demeurant, malgré des conditions aussi défavorables,

malgré la brièveté de son existence, la Commune réussit à prendre quelques mesures qui caractérisent suffisamment son véritable sens et ses buts. La Commune remplaça l'armée permanente, instrument aveugle des classes dominantes, par l'armement général du peuple ; elle proclama la séparation de l'Église et de l'État, supprima le budget des Cultes (c'est-à-dire l'entretien des curés par l'État), donna à l'instruction publique un caractère tout à fait laïque et par là même porta un coup sérieux aux gendarmes en soutane. Dans le domaine purement social, elle n'eut pas le temps de faire beaucoup de choses, mais le peu qu'elle fit montre avec suffisamment de clarté son caractère de gouvernement ouvrier, populaire : le travail de nuit dans les boulangeries fut interdit ; le système des amendes, ce vol légalisé des ouvriers, fut aboli ; enfin, la Commune rendit le fameux décret en vertu duquel toutes les fabriques, usines et ateliers abandonnés ou immobilisés par leurs propriétaires étaient remis aux associations ouvrières qui reprendraient la production. Et comme pour souligner son caractère de gouvernement authentiquement démocratique et prolétarien, la Commune décida que le traitement de tous les fonctionnaires de l'administration et du gouvernement ne devait pas dépasser le salaire normal d'un ouvrier et en aucun cas s'élever au-dessus de 6 000 francs par an.

Toutes ces mesures montraient assez clairement que la Commune s'avérait un danger mortel pour le vieux monde fondé sur l'asservissement et l'exploitation. Aussi la société bourgeoise ne put-elle dormir tranquille tant que le drapeau rouge du prolétariat flotta sur l'Hôtel de Ville de Paris. Et lorsque, enfin, les forces gouvernementales organisées réussirent à l'emporter sur les forces mal organisées de la révolution, les généraux bonapartistes, battus par les Allemands et courageux contre leurs compatriotes vaincus firent un carnage comme jamais Paris n'en avait vu. Près de 30 000 Parisiens furent massacrés par la soldatesque déchaînée, près de 45 000 furent arrêtés dont beaucoup devaient être exécutés par la suite ; des milliers furent envoyés au bagne ou déportés. Au total, Paris perdit environ 100 000 de ses fils et parmi eux les meilleurs ouvriers de toutes les professions.

La bourgeoisie était contente. « *Maintenant, c'en est fait du socialisme, et pour longtemps !* », disait son chef, le nabot

sanguinaire Thiers, après le bain de sang qu'avec ses généraux il venait d'offrir au prolétariat parisien. Mais ces corbeaux bourgeois croassaient à tort. À peine six ans après l'écrasement de la Commune, alors que nombre de ses combattants croupissaient encore au bagne ou languissaient en exil, le mouvement ouvrier renaissait déjà en France. La nouvelle génération socialiste, enrichie par l'expérience de ses aînés et nullement découragée par leur défaite, releva le drapeau tombé des mains des combattants de la Commune et le porta en avant avec assurance et intrépidité aux cris de « *Vive la révolution sociale ! Vive la Commune !* » Et quelques années plus tard, le nouveau parti ouvrier et l'agitation qu'il avait déclenchée dans le pays obligeaient les classes dominantes à remettre en liberté les communards restés aux mains du gouvernement.

Le souvenir des combattants de la Commune n'est pas seulement vénéré par les ouvriers français, il l'est par le prolétariat du monde entier. Car la Commune lutta non point pour quelque objectif local ou étroitement national, mais pour l'affranchissement de toute l'humanité laborieuse, de tous les humiliés, de tous les offensés. Combattante d'avant-garde de la révolution sociale, la Commune s'acquit des sympathies partout où le prolétariat souffre et lutte. Le tableau de sa vie et de sa mort, l'image du gouvernement ouvrier qui prit et garda pendant plus de deux mois la capitale du monde, le spectacle de la lutte héroïque du prolétariat et de ses souffrances après la défaite, tout cela a enflammé l'esprit de millions d'ouvriers, fait renaître leurs espoirs et gagné leur sympathie au socialisme. Le grondement des canons de Paris a tiré de leur profond sommeil les couches les plus arriérées du prolétariat et donné partout une impulsion nouvelle à la propagande révolutionnaire socialiste. C'est pourquoi l'oeuvre de la Commune n'est pas morte ; elle vit jusqu'à présent en chacun de nous.

La cause de la Commune est celle de la révolution sociale, celle de l'émancipation politique et économique totale des travailleurs, celle du prolétariat mondial. Et en ce sens, elle est immortelle.

Vladimir Lénine

*Rabotchaïa Gazeta (Journal ouvrier)* n° 4-5, 15 avril 1911

## NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe

ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.